

Lucien MILHAU
Candidat
du Parti Socialiste S. F. I. O.

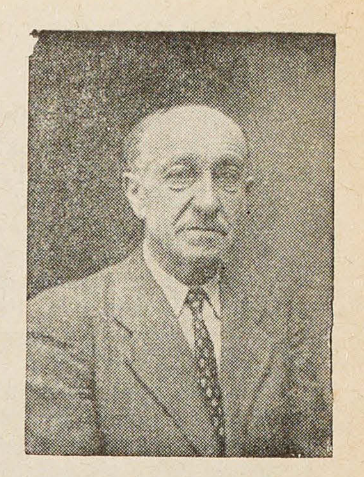
REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE L'AUDE

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

(Circonscription de Limoux-Castelnaudary)

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

Notre Candidat



Joseph TIRAND
Remplaçant éventuel

Le Congrès Socialiste de la circonscription Castelnaudary-Limoux, réuni le 19 *Octobre* 1958 *a désigné à l'unanimité* Lucien MILHAU *comme candidat du Parti Socialiste.*

Quoiqu'il soit connu de la plupart d'entre vous, nous estimons nécessaire de rappeler ici les étapes d'une vie déjà bien remplie.

Né en 1901, *il passe son enfance à Laurabuc où ses parents exercent des fonctions enseignantes. Elève de l'Ecole Supérieure de Limoux, il entre tout jeune à l'Ecole Normale de Carcassonne où il est le benjamin de sa promotion.*

Instituteur à Villardonnel, dans le Cabordès, son âme généreuse se révolte devant l'iniquité sociale. Il milite dans les rangs du Parti Socialiste et participe avec Antoine COURRIERE *aux campagnes qui aboutirent en* 1937 *à l'élection de ce dernier comme Conseiller Général de Mas-Cabardès.*

Mobilisé en 1939, *il termine la campagne comme Maréchal-des-Logis au 9ᵐᵉ Régiment d'Artillerie. Mais il n'accepte pas la défaite et ses sentiments patriotiques lui font un devoir d'entrer dans les organisations de résistance pour lutter contre l'occupant. Membre du Comité départemental de Libération clandestin il remplit des missions difficiles qui lui valent la Médaille de la Résistance. A la Libération il occupe les fonctions de Vice-Président du Comité départemental de Libération où aux côtés de* Georges GUILLE *et de* Francis VALS, *il représente le Parti Socialiste.*

Les qualités d'organisateur dont il fait preuve à cette occasion le font désigner en 1945 *comme Secrétaire général du Conseil Général, fonctions qu'il occupe depuis cette date avec une compétence indiscutée. Collaborateur direct de* Georges GUILLE *et d'*Antoine COURRIERE, *rien de ce qui intéresse le département ne lui est étranger.*

Il continue cependant à militer dans le sein du Parti Socialiste et en 1947 *il devient Secrétaire de la Fédération Socialiste de l'Aude. Candidat en* 1951 *et* 1956 *il défend birllamemt l'idéal de son Parti et contribue puissamment à ses succès.*

En 1957 *il est appelé en qualité de chargé de mission dans le Cabinet de* Georges GUILLE, *Secrétaire d'Etat à l'Energie Atomique et à la Recherche Scientifique.*

Telle est la carrière de l'homme que nous présentons à vos suffrages. Elle lui a permis de connaître mieux que quiconque l'ensemble des problèmes économiques et sociaux de notre département.

Ceux qui l'ont approché connaissent son urbanité, son dévouement à la cause publique, son sens du devoir et, sous un aspect parfois sévère, ses qualités de cœur et d'esprit.

Nul mieux que lui ne pouvait être choisi pour représenter une circonscription si étendue et aux aspects si divers. Son élection lui permettra de donner la mesure de son talent pour le plus grand bien des populations de la circonscription de Limoux-Castelnaudary.

Le Comité Electoral

Président : **Antoine COURRIÈRE**

Membres :

BERNIES, Conseiller Général du canton d'Alaigne.
BONNAFOUS, Conseiller Général du canton de Saissac.
COSTESEQUE, Conseiller Général du Canton de St-Hilaire
CAPDEVILLE, Conseiller Général du canton de Couiza.
CASENOVE, Conseiller Général du canton de Quillan.
DIMEUR, Conseiller Général du canton de Salles-s-l'Hers.
GORSE, Conseiller Général du canton d'Axat.
LEOTARD, Conseiller Général du canton de Fanjeaux.
SARDA, Conseiller Général du canton de Belpech.
TISSEYRE, Conseiller Général du canton de Chalabre.
TIRAND, Conseil. Gén. du canton de Castelnaudary-Nord.
TUFFERY, Cons. Gén. du canton de Castelnaudary-Nord.

AUX ÉLECTEURS

Le Parti Socialiste m'a confié la lourde tâche de le représenter aux élections législatives du 23 Novembre.

Je n'avais pas sollicité cet honneur et je n'ai cédé qu'à la vive insistance de mes amis.

Mais, puisqu'il en est ainsi, j'ai le devoir de faire connaître aux électeurs de la circonscription CASTELNAUDARY-LIMOUX ma position sur les problèmes politiques de l'heure et le programme d'action du Parti Socialiste.

Au moment où les institutions nouvelles de la Vᵉ République, soumises au référendum du 28 septembre et adoptées à une très forte majorité par le peuple, vont être mises en place, j'attire l'attention des électeurs sur la nécessité de n'envoyer au Parlement que des hommes dont le passé soit exempt de toute compromission tant sur le plan personnel que sur le plan politique.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Socialiste depuis trente années, je demeure fidèle à l'idéal de ma jeunesse. Le Socialisme est en effet tout à la fois une doctrine et une morale qui veut *libérer l'homme de toutes les servitudes* et lui permettre dans le respect de sa personnalité de s'épanouir et d'accéder aux libertés concrètes qui assurent la joie et la dignité de la vie.

RESPECTUEUX de TOUTES LES CROYANCES RELIGIEUSES, qui sont l'affaire de la conscience de chacun, le Parti Socialiste a pour premier objet de supprimer les injustices sociales.

Le Parti Socialiste s'est montré en toutes circonstances le DEFENSEUR de la REPUBLIQUE. Il a toujours condamné les méthodes de dictature d'un homme ou d'un parti unique.

C'est pour préserver l'INDEPENDANCE NATIONALE, pour assurer le *libre fonctionnement de la République* qu'il a accepté de participar aux responsabilités du pouvoir avec des hommes ou des partis quelquefois fort éloignés de ses conceptions doctrinales.

Au cours de la crise qui a abouti à la naissance de la Vme République, je suis de ceux qui, au sein de mon parti, *ont pris nettement position aux côtés de* Guy MOLLET, pour la *transformation nécessaire de nos institutions.*

Je pensais exprimer ainsi *la fidélité à la tradition républicaine,* la volonté de faire vivre les institutions nouvelles, et d'écarter de notre vie quotidienne *les risques de guerre civile, de dictature et de guerre.*

Sur le plan municipal et départemental, comme aux plus hautes responsabilités de l'Etat, *les Socialistes ont prouvé qu'ils étaient des bâtisseurs, des réalisateurs* et non pas des utopistes confus, fanatiques et sectaires.

Je rappele ici les grandes lignes du programme élaboré par le Parti Socialiste.

I. — POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE.

Au moment où apparaissent les premières manifestations d'une crise économique, tout doit être mis en œuvre pour garantir le bien-être des travailleurs.

Il convient en premier lieu d'assurer le *plein emploi,* c'est-à-dire la suppression permanente de toute forme de chômage, de réaliser un *plan de modernisation et d'équipement* en vue de donner à toutes les formes de l'activité économique les meilleures formes de développement.

L'Agriculture doit être orientée de façon à assurer aux producteurs l'écoulement de leurs produits à des prix rémunérateurs. Un grand effort de *modernisation et d'équipement* réalisé avec le *concours des organisations professionnelles agricoles,* une révision sérieuse des prix des produits industriels nécessaires à l'exploitation sont indispensables pour parvenir à cette fin.

Je souscris sans réserve au programme défini par la Fédération nationale des exploitants agricoles dont le but essentiel est de sauvegarder l'exploitation familiale et d'éviter la dépopulation des campagnes.

Je m'élève avec force contre tous projets qui, éloigneront des usagers les organismes indispensables à la vie locale. Je m'opposerai, donc au projet de réforme judiciaire qui tendrait à la suppression des tribunaux de première instance de Castelnaudary et de Limoux.

L'artisanat doit être développé en vue de son meilleur rendement, *la distribution* organisée avec le concours des organisations professionnelles et des coopératives.

Les paysans, artisans et commerçants doivent bénéficier d'avantages égaux à ceux des autres catégories de travailleurs (sécurité sociale, allocations familiales, etc....).

Une réforme fiscale profonde doit être enfin réalisée avec comme objectifs la suppression des contrôles inquisitoriaux et la réalisation des projets déposés par le Groupe Socialiste tendant à enlever à 500.000 commerçants et artisans leur rôle de collecteur d'impôts.

II. — PROBLEMES D'OUTRE-MER.

Le Parti Socialiste se félicite des récentes décisions gouvernementales. Il constate avec satisfaction que les thèses qu'il a toujours défendues notamment dans la loi-cadre de Gaston DEFERRE ont permis au gouvernement de construire, avec les préceptes d'Outre-Mer une communauté fraternelle et solidaire.

III. — PROBLEME ALGERIEN.

La crise algérienne demeure la préoccupation essentielle de notre Pays. Elle est à l'origine de nos difficultés politiques récentes et présente un danger pour nos libertés, nos finances, notre économie et notre position internationale.

Rien ne sera résolu s'il n'est pas mis fin rapidement à la guerre en Algérie.

Le Parti Socialiste constate que les *solutions proposées par* Guy MOLLET dès 1957 ont été en fait reprises par le Général de GAULLE qui s'est engagé dans la voie du *rétablissement de la légalité républicaine en Algérie.*

Le Parti Socialiste affirme qu'il est nécessaire de *rétablir au plus tôt la paix* en recherchant *le cessez-le-feu* avec *ceux qui se battent.*

Il réafirme qu'il ne pourra y avoir de solution au dramatique problème algérien que par l'établissement d'un statut résultant de *négociations avec les représentants qualifiés de la population* sans aucune exclusive.

IV. — POLITIQUE INTERNATIONALE.

Le Parti Socialiste a toujours eu comme principal objectif l'établissement de la paix dans le monde.

Il pense que la condition première de la paix demeure le *désarmement simultané, général et contrôlé.*

Comme mesure immédiate, il propose : *l'arrêt des expériences nucléaires* pour un délai de deux ans ; des *réductions* contrôlées d'effectifs et d'armements ; la poursuite de la *construction de l'Europe.*

Il souhaite : le maintien de notre système de *sécurité collective* au sein de l'Alliance Atlantique ; le règlement par des *négociations* des différends internationaux ; le développement des *échanges économiques* et culturels entre l'Est et l'Ouest.

Le Parti Socialiste déclare qu'il ne peut exister ni liberté totale pour les peuples et les individus ni espoir pour les générations futures *sans une paix désarmée.*

Vive la République Démocratique et Sociale

Vu : Le Candidat.

IMP. BONNAFOUS & FILS - CARCASSONNE

Sciences Po / fonds CEVIPOF